

Pourquoi et comment militer avec la Ligue ?

90^E CONGRÈS - NANCY 1998
PRÉSENTÉ PAR ANDRÉ JOURDES

" Pourquoi et comment militer avec la Ligue ? " n'est pas la manifestation d'un doute ou d'une crise existentielle qui aurait saisi ses dirigeants.

Il ne s'agit pas de remettre en question l'orientation des derniers congrès. Après dix ans de débats animés, nous avons élaboré des propositions largement approuvées.

Notre choix est à la fois, plus modeste et plus exigeant. Nous avons voulu nous adresser à tous ceux qui de villages en quartiers, d'institutions en groupes volontaires, d'écoles en associations, salariés, bénévoles ou simples citoyens, agissent avec la Ligue, engager le débat avec ces responsables pour mieux connaître leurs motivations et le projet qu'ils donnent à leur association, l'influence qu'ils veulent avoir sur leur territoire.

Notre question se résumait ainsi : comment un mouvement organisé principalement en confédération nationale de fédérations d'initiatives locales peut-il peser sur la réalité sociale actuelle ? Comment peut-il conduire ou accélérer sa propre transformation à tous les niveaux pour une action plus réelle, plus efficace, plus visible.

Nancy 98 est un rendez-vous pour faire d'abord, un état lucide et exigeant de notre organisation face à l'évolution de notre société.

Le présent rapport n'est qu'un élément de cette réflexion. Hier, des ateliers ont fait le point sur l'action des 3 années écoulées. Cet après-midi, les forums vous permettront de débattre de quelques thèmes d'actualité et

demain, des carrefours recevront vos premières contributions pour notre prochain programme.

Une mobilisation encourageante

Malgré les difficultés économiques qui sont le lot quotidien des Fédérations, un travail très important a été mené dans la plupart des départements.

Bien sûr, il s'agissait d'une priorité du mouvement ! Mais à la Ligue, pour faire face à l'actualité, suivre la diversité des secteurs d'intervention, assurer l'exécution du programme, il est parfois difficile de savoir le temps qui peut être disponible pour la principale priorité.

Réjouissons-nous ! Depuis longtemps nous n'avions pas connu dans le mouvement une telle implication, une telle volonté d'opération vérité jusqu'au niveau local. Nous voulions un congrès des ligueurs, l'importance des délégations est un signe encourageant.

Mais tâche difficile pour le rapporteur : synthétiser ces 3 ans de travail, d'écoute, de débats et de regroupements, prendre en compte les contributions diverses et les études antérieures, pour à la fois dégager des propositions importantes fortes pour notre évolution, refléter les points qui ne font pas aujourd'hui l'objet d'accord entre nous, y ajouter une part de conviction personnelle, et le tout dans un temps raisonnable. Tout cela tient de la gageure. Vous en jugerez !

Un résultat intéressant... un questionnement lucide

Un sondage CSA mené auprès d'un échantillon représentatif de responsables locaux d'associations affiliées confirme une forte satisfaction que ces responsables éprouvent dans leur fonction et éclaire de données chiffrées le patient travail des fédérations.

La prise de responsabilité de ces bénévoles oscille entre la défense de valeurs et le désir de faire partager des activités, ce partage étant, au-delà du plaisir personnel, une volonté de solidarité : " permettre à tous d'avoir accès à des pratiques culturelles, sportives ou de loisirs " .

Les valeurs qu'ils défendent font la part belle à la laïcité (49 %), la convivialité (44 %), la solidarité (40 %). Ils soulignent l'apport positif de la fédération départementale pour son rôle de défense de la vie associative, puis à égalité, pour la défense des valeurs et l'appui à l'action locale. Roland Cayrol conclut : une véritable culture commune, laïque, conviviale solidaire caractérise donc les responsables des associations adhérentes à la Ligue... Telle apparaît la spécificité de cette structure décidément originale, il ne s'agit pas d'une " pratique commune " décentralisée, mais de pratiques diverses, très autonomes, vivant d'abord dans un cadre départemental, " sourcées " par l'adhésion à une culture commune vivace.

Ce constat, à une autre époque, nous aurait pleinement satisfaits.

Mais qu'en est-il de notre place, de notre rôle, face aux évolutions et aux urgences de notre société ? Nous avons conclu notre congrès, il y a 3 ans par cette déclaration : aujourd'hui en France, la moitié de la population active vit

en situation de fragilité économique et sociale.

Face aux désarrois qui gagnent, aux désordres qui menacent, aux mutations qui inquiètent et aux souffrances qui se développent, la Ligue éprouve l'ardente obligation de reprendre le premier combat républicain, celui de la justice sociale.

Elle veut réunir sur ce chantier tous ses adhérents, et au-delà tous les acteurs de la vie locale engagés dans un projet de transformation sociale.

Où en sommes-nous de cette exigeante volonté ? Comment ont réagi les acteurs locaux à cette invitation ?

Sous l'impulsion forte des équipes départementales nous avons pu noter le développement des riches initiatives dont le rapport d'activité a témoigné.

Au-delà de ces expériences évoquées, menées ou étroitement appuyées par les fédérations départementales, une partie du réseau consacre l'essentiel de son action à l'appui à l'école publique :

- dans les zones rurales, où parfois son appui économique à l'école est aussi important que l'apport de collectivités territoriales,
- dans les zones à concurrence scolaire où se prouve difficilement chaque jour le bien fondé d'une école qui peut réunir au-delà des choix idéologiques des familles.

Partout cette action est complétée par le développement d'actions éducatives en direction de l'enfance.

Une autre partie du réseau développe d'importantes structures éducatives sociales et culturelles dans la dynamique de l'accompagnement du développement des années 1965-1975, pour contribuer à la démocratisation des pratiques culturelles, de sport ou de loisirs. Une autre, enfin, plus professionnalisée, s'est engagée dans la politique de ville, l'insertion ou le développement local.

À la Ligue, comme dans toute la société nous constatons que les institutions évoluent moins vite que la société qui les secrète.

À une très grande majorité, pourtant, 70 % des responsables locaux confirment la justesse de l'orientation proposée et sa nécessité. Par contre, un tiers des responsables associatifs seulement, sont prêts à s'y impliquer personnellement. (20 % avec leur association). Ce décalage avec le pourcentage de ceux qui souhaitent un engagement plus important de la Ligue (65 %) fait problème. Si on peut en déduire, qu'un grand accord existe sur ce qui est souhaitable, il révèle la faiblesse de l'analyse des situations locales et la difficulté d'un passage à l'acte de responsables locaux sur des problèmes que rien ne les a préparés à affronter.

Ceux qui approuvent l'orientation de la Ligue, s'interrogent sur la forme d'intervention originale qu'ils peuvent mener avec elle. S'il est clair qu'elle n'est ni parti ni syndicat, ils voient mal comment ils peuvent dépasser la simple contribution qu'ils apportent par leur engagement associatif, pour affronter des problèmes beaucoup plus graves, une situation beaucoup plus complexe.

Une nouvelle ambition est nécessaire pour dépasser cette situation

Quand le présent s'obscurcit, il est toujours important de revenir aux sources ; c'est au cœur de la question sociale, de la crise politique de la révolution de 1848 qu'a jailli l'idée d'une Ligue de l'enseignement.

C'est devant l'irruption d'un nouveau droit, le suffrage universel (masculin) arrivé sans préparation et susceptible de toutes les manipulations, que Jean Macé se persuade " qu'il n'y a qu'une chose à faire, c'est l'éducation du suffrage universel " .

La Ligue, qui se créera à son appel, se donnera pour but de provoquer par tous les moyens, l'initiative individuelle pour la propagation de l'instruction laïque et de l'éducation populaire.

L'appel de la Ligue rencontre un grand écho chez les hommes de progrès : gens des classes populaires qui souhaitent des transformations sociales, libéraux cultivés, républicains qui y voient un moyen d'instaurer la République. C'est ce à quoi la Ligue contribuera par un engagement de proximité, par sa lutte contre l'ignorance, le développement de l'instruction publique, une solidarité en actes au quotidien.

La Ligue de l'enseignement est en fait une Ligue pour l'éducation populaire : elle est la volonté de citoyens associés, solidaires pour créer les conditions qui permettent à chacun de faire face aux évolutions de la société, et de peser sur l'avenir commun, en vue de l'intérêt général.

Quelle situation avons-nous à aborder aujourd'hui ?

Depuis deux décennies nous sommes entrés dans une période de mutations qui non seulement bouleversent le marché de l'emploi, mais toute la société : mutations technologiques, explosion des moyens d'information et de communication « société cognitive » où les compétences intellectuelles deviennent partout prépondérantes dans les actes de production. Nous vivons une révolution de l'intelligence !

Mais par l'essor du libéralisme, sans contrepoids, nous vivons l'urbanisation galopante, la déréglementation, le monétarisme débridé, la mondialisation de la production et des échanges. Faute de sentir une forte volonté commune d'affronter cette nouvelle situation, pour un présent plus juste, un avenir solidaire, devant la négation des solidarités, l'hymne à ta concurrence, et à la réussite personnelle, se développe parmi une importante partie de nos concitoyens, une triple crise :

- crise sociale par l'aggravation des inégalités et des exclusions,
- crise du sens, face à l'impression de la non-maîtrise des évolutions technologiques et aux énormes difficultés de hiérarchiser des informations dans le torrent médiatique,
- crise de confiance enfin en la capacité des élus à peser sur les choix pour une société solidaire.

Cette évolution, qui est cause de grandes souffrances, alimente toutes les peurs, sur lesquelles se développent, sectes, replis identitaires, sur lesquelles

prospèrent extrémismes fascistes et intégrismes qui se confortent mutuellement.

Cela aboutit à une abstention électorale jamais atteinte et à des pratiques niant les valeurs même de notre République. Au-delà du sursaut civique indispensable pour affirmer notre opposition à des dérives intolérables, qui ne voit que cette situation nécessite un indispensable travail de fond ! Il est nécessaire de redonner sa pleine ambition à une éducation populaire de notre temps.

Au risque de paraître démodé comme un syndicaliste qui parlerait de travailleur au lieu de salarié, comme un journaliste qui parlerait de chômeur, au lieu de demandeur d'emploi, malgré le poids du socialement-correct et la tyrannie de la modernité, malgré des références datées, c'est bien cette ambition d'une éducation populaire de notre temps que nous proposons de faire vivre.

Elle ne peut se réduire à l'organisation d'activités à forme associative, pratiquées essentiellement pendant les temps de loisirs, elle ne peut se réduire au champ, au domaine particulier "de la Jeunesse et de l'éducation populaire".

Il s'agit de mettre en œuvre, un projet plus global, qui participe à la transformation sociale, qui mobilise tous ceux qui veulent créer les conditions pour "permettre à chacun de comprendre la société où il vit, de s'y situer, d'y épanouir possibilités et compétences et de participer à son évolution, dans le cadre d'une démocratie laïque soucieuse de justice sociale et attachée à la paix" comme le rappellent nos statuts.

S'il s'agit bien de préparer à la citoyenneté pour affronter les mutations de ce monde, pour un présent plus juste et un avenir solidaire, nous voulons dépasser cette cause consensuelle (qui est contre la citoyenneté aujourd'hui ?), pour l'inclure dans la double prétention de l'éducation populaire : "faire des hommes (et des femmes) et des citoyens". Précision ô combien actuelle, qui nous rappelle qu'il est vain de parler de citoyenneté, si tout individu n'a pas concrètement la possibilité d'être pleinement homme ou femme et d'être reconnu dans son égale dignité.

Souvenons-nous toujours, qu'autour du professeur Jean Macé, les trois premiers signataires, pour la création d'une Ligue de l'enseignement, furent un conducteur de train, un sergent de ville et un tailleur de pierre.

Faire face au monde tel qu'il est, c'est pour la Ligue s'employer à refonder une éducation populaire qui concerne le peuple, tout le peuple, celui qui est souverain dans notre constitution, celui au nom duquel on rend aussi la Justice. Cette démarche ne saurait laisser de côté les instruits mais "ignorants des injustices ou indifférents aux inégalités", ni les élites, dont le rôle irremplaçable n'est pas de décider en notre nom, mais d'éclairer les choix, de les rendre compréhensibles aux citoyens. Même si en priorité, l'éducation populaire doit concerner les milieux les moins favorisés, les victimes des exclusions pour que l'égalité des droits de notre République ait un sens, un contenu.

L'urgence n'est plus comme au temps de Jean Macé, de créer des écoles et des bibliothèques ou comme dans les années 60 de créer des centres

culturels. Des institutions existent, même si l'interrogation démocratique de leur fonctionnement reste à l'ordre du jour ; de nouveaux moyens de communication inondent presque tous les foyers. La question centrale est : comment les connaissances peuvent-elles devenir réellement accessibles, être examinées, appropriées, produites, mobilisées, pour que chacun soit acteur de sa vie et puisse influencer l'avenir commun en tant que citoyen ?

La volonté de ceux qui militent avec la Ligue, est d'en créer chaque jour les conditions au niveau local :

- inviter à s'associer ceux que la crise rend plus fragiles, pour qu'ils reprennent confiance en leur propre pouvoir,
- inviter tous ceux porteurs de connaissances et de culture, qui ne sont pas hantés par la seule réussite individuelle et croient en la possibilité d'un avenir solidaire, à apporter leur concours et leurs compétences à cette ambition,
- agir avec les institutions éducatives et culturelles, sociales pour qu'elles prennent une part plus forte à la lutte contre les inégalités.

Depuis 6 ans nous avons affirmé des priorités : éducation, solidarité, citoyenneté, reprises dans les orientations départementales.

Mais trop souvent encore, après cette affirmation et la présentation de quelques expériences, les rapports d'activités égrènent l'action habituelle des services fédéraux. Or, il ne s'agit pas de chantiers " en plus " de cette action, il s'agit de transformer l'ensemble de l'action fédérale et locale que nous menons. C'est pour aider le mouvement à dépasser les approches cloisonnées en secteurs d'activités éducatives, culturelles, sportives, de loisirs, que nous avons répété ces priorités. Si elles peuvent être des entrées différentes pour des actions locales, elles participent pour nous d'un seul et même projet que rappelle notre ambition d'éducation populaire : mettre en mouvement des citoyens solidaires, qui veulent élargir sans cesse leurs connaissances et leur culture afin d'exercer pleinement leur citoyenneté, sur tout le territoire.

Pour cette ambition, il faut travailler autrement à tous les niveaux de la Ligue.

Pour cela, six conditions doivent être remplies :

- Redonner la priorité à l'action locale
- Accélérer la transformation des Fédérations départementales
- Construire le réseau des " ligueurs " dans la confédération et au-delà
- Dégager en commun quelques priorités
- Affirmer notre originalité pour rassembler
- Rendre visible notre ambition et redresser l'espoir

A) Redonner la priorité à l'action locale

L'aggravation des inégalités, la désertification des territoires ruraux et la concentration sur les territoires urbains de 80 % de la population amènent à concevoir autrement l'intervention des habitants dans des projets d'intérêt général et les moyens qu'ils ont de peser sur les décisions les concernant. La solidarité, à la Ligue, c'est un enjeu de cohésion nationale et de démocratie locale.

C'est un engagement indissociable de la citoyenneté, un engagement urgent qui oblige à repenser les modes de nos interventions.

1) Pour redonner confiance, retisser le lien social, participer au développement local.

Dans les quartiers, dans les villages, il faut agir avec et en direction des habitants (prioritairement ceux " mis en difficultés "), pour que chacun sur son lieu de vie puisse trouver une place et un rôle à jouer. En les aidant à s'associer sur leurs conditions de vie, ils peuvent reprendre confiance en leur propre pouvoir et retissent les liens de solidarité.

C'est en leur permettant de prendre part à la solution de leurs difficultés par leur responsabilisation, que nous les aiderons à sortir de la spirale exclusion-assistance ; mettre en œuvre une pédagogie de projet dans nos domaines de compétence est la contribution que l'éducation populaire peut apporter dans le champ social.

Au-delà de l'urgence, l'ambition d'éducation populaire est d'inviter les habitants à s'impliquer dans le développement territorial, où le monde associatif prendra place comme partenaire, sans renoncer à sa vigilance civique, un développement équilibré, économique, social, culturel où une volonté de démocratie participative permet des projets communs.

2) Pour créer une nouvelle dynamique, en permettant aux responsables associatifs de porter un autre regard sur leurs pratiques et leur projet.

Les rencontres, les échanges, les coopérations d'associations sur les territoires seront l'occasion pour les responsables de s'interroger sur les objectifs qu'ils poursuivent.

Revoir les buts de l'association, discuter sur le fonctionnement, évaluer les pratiques, permet de mieux percevoir l'effet de l'association dans son rôle civique, culturel et social, de se situer par rapport à d'autres initiatives, de mesurer son apport à la vie locale, à la population du territoire (changement d'idées, sensibilisation à des problèmes, influence de politiques publiques).

Ainsi se créera une dynamique car l'attention se portera plus sur les buts que sur les moyens, sur le projet que sur la structure, sur l'action locale que sur les activités. Cette invitation est de nature à déclencher une plus grande implication des adhérents.

Méfions-nous du culte des structures, de la célébration de l'association, elle peut permettre le meilleur et le pire, ce n'est qu'un mode d'organisation. La vie associative recouvre aussi le corporatisme d'appareil ou la notabilisation du bénévolat.

Interrogeons toujours : quel est le projet qui mérite de s'associer ?

Notre interrogation ne peut laisser de côté la question des jeunes et de leur place. Contrairement à une contre vérité trop répandue les jeunes participent à la vie associative, développent des initiatives particulières. Mais lorsque l'on constate qu'ils sont peu candidats à des relèves de responsabilité,

il serait utile de ne pas se tromper d'époque ! Quand la grande majorité d'entre eux " galèrent " pour une situation stable, comment pourraient-ils s'inscrire dans la durée de certaines responsabilités !

Loin de la fureur des engagements d'un autre mois de mai, ils sont pour autant loin d'être inertes. Regardez-les dans les domaines de la solidarité, des vacances des enfants, à la faculté - Animafac, l'Afev -, dans les quartiers - Droit de cité, l'Éveil, Ouverture -, dans la vie culturelle - Musique et citoyenneté -, à Vitrolles et aux avant-postes des luttes contre les extrémismes.

Vous avez dit décalage ? Un bulletin de clubs de Jeunes (c'était la structure que la Ligue mettait en place dans les années 60), portait en exergue : "être homme c'est être responsable, c'est sentir en posant sa pierre que l'on contribue à bâtir le monde".

Aujourd'hui le mot responsabilité figure surtout dans les rubriques judiciaires : "la responsabilité de tel personnage pourrait être engagée". Ce mot, responsabilité, est à l'origine de mois de discussion et de dizaine de pages de circulaires autour de l'organisation de sorties scolaires.

Nous vivons une époque moderne, le futur ne manque pas d'avenir comme le dit l'humoriste. Et si c'étaient nos structures qui étaient inadaptées pour accueillir leur volonté d'agir ? Alors créons des espaces, des conditions, des occasions, compatibles avec la vie d'aujourd'hui, où des expériences de responsabilité peuvent naître. Actions jeunes citoyens, Junior association sont des possibilités, il en est d'autres, nous en parlerons.

3) Pour expérimenter de nouvelles interventions à la hauteur des questions vives de société.

Par-delà l'engagement solidaire, la prise de responsabilité, il faut donner ou redonner envie de connaître, de comprendre les évolutions de la société, d'identifier des causes, de débattre, de se faire une opinion, d'évaluer des politiques publiques, de peser sur les décisions.

Sur un "pays", une agglomération, un quartier, un bassin de vie, un territoire où les habitants peuvent ressentir leur interdépendance, expérimentons des "rencontres d'hommes (et de femmes), de citoyens" (responsables associatifs, élus, syndicalistes, travailleurs sociaux, responsables économiques ou de services publics citoyens tout simplement) :

- des observatoires locaux, parce que l'ignorance ou l'indifférence aux problèmes sociaux est trop réelle ; créons des occasions de témoignages, croisés avec les données de rapports ou d'études pour faire prendre conscience, aider à mieux les connaître (scolarité, situation des jeunes, revenus et emploi, etc.),
- des carrefours débats, parce que les sujets essentiels ne sont pas réservés aux seuls experts. Il est possible pour mieux comprendre, se faire une opinion, d'aborder des sujets d'actualité : ceux plus proches de la population, mais aussi, la solidarité nationale, la justice, l'aménagement du territoire, les services publics qui contribuent à l'égalité des citoyens, la fiscalité qui est la manière concrète de mettre en œuvre des choix politiques,

- des forums qui permettent de valoriser les initiatives, les questionner, faire débattre de propositions, évaluer de manière pluraliste des politiques publiques avec les décideurs, dirigeants, élus nationaux ou locaux.

Il s'agit de rendre accessible, de démocratiser la connaissance des problèmes politiques économiques, culturels, sociaux. Il ne s'agit pas de créer des structures ni des formes modélisantes dont nous sommes si friands, mais d'une volonté, d'une ambition à vivre en sollicitant aussi les acteurs, les œuvres, les réalisations et pratiques culturelles. Il faut vouloir les rencontres de générations pour éviter " le festif sans mémoire " et " les traditions sans jeunesse ". Les réussites de moments forts de semaines d'éducation contre le racisme, le " mai du lire ", les universités populaires, les carrefours laïques, le forum de Romans, entre autres, montrent que c'est là, chose possible. Il s'agit d'habituer les citoyens à l'exigence d'une démarche : écouter, voir, connaître, rechercher, débattre se faire une opinion contribuer, agir, évaluer.

B) Accélérer la transformation des fédérations, échelon départemental du mouvement

Une telle vigueur de l'action locale nécessite l'impulsion, le soutien fort d'une équipe de la fédération départementale. Où en sont aujourd'hui les fédérations ? Créées pour établir une liaison entre les associations affiliées, défendre leurs intérêts, coordonner leur action, elles ont, au fil du temps, développé des secteurs d'activités puis des prestations de centres ressources pour venir en appui aux responsables ou dirigeants d'associations.

Elles ont assuré directement de plus en plus de missions ou de gestions d'intérêt départemental ; depuis le dernier Congrès, elles se réorganisent pour donner la priorité au rôle premier de l'échelon départemental du mouvement.

Leur rôle est de mettre en mouvement, d'appuyer les acteurs qui souhaitent prendre en compte les problèmes sociaux, éducatifs, culturels que rencontrent les populations locales. C'est cette volonté qui leur permettra d'être en prise sur la société actuelle, et d'y remplir une utilité sociale et civique.

Une double ouverture est indispensable pour accélérer notre transformation au niveau fédéral et lui permettre d'assumer cette tâche.

- À ceux qui localement sont en prise sur ces questions de société actuelles,
- et simultanément à toutes les personnes qui peuvent apporter leur concours pour analyser, éclairer, contribuer à faire vivre observatoires, carrefours, forums, démarches de développement local.

Travailler autrement c'est créer un espace, un lieu, une possibilité de rencontre : des acteurs locaux (pas uniquement associatifs), des personnes ressources, avec l'équipe départementale (permanents, élus).

Faute d'un lieu nouveau, d'une organisation souple, accueillante, faute d'une diversité plus importante des participants, il sera très difficile d'impulser une action locale forte.

Il s'agit par un travail commun de regarder différemment les territoires

départementaux, non pour y suivre les associations fédérées et les activités que nous développons (ce qui a son utilité) mais prioritairement pour mieux en connaître la situation économique et sociale des populations qui y vivent. Cette analyse permettra de proposer des interventions, des actions nouvelles, de réorienter des actions ou programmes existants.

Ainsi se construit à partir de cette démarche, un projet fédéral arrêté par les instances statutaires. Celui-ci permettra à tous " les ligueurs " qui s'y reconnaîtront, de s'y impliquer pour le mettre en œuvre, de se fédérer autour d'une volonté et d'un but partagé. Le rôle premier d'une fédération est de faire exister, de rendre visible et attrayant, ce pôle départemental d'élaboration, d'impulsion et de ressources pour notre projet.

Qui ne comprend à ce moment l'importance de la mise en place des chartes fédérales, non comme tracasserie administrative ou jacobine qu'elles n'ont jamais été, mais au-delà des précautions contre certaines faiblesses du réseau, pour une relation plus claire de nos échanges économiques, pour une cohérence et qualité de nos actions sur tout le territoire ; leur but fondamental à travers l'exigence que nous nous sommes donnée d'élaborer un projet fédéral, était d'entreprendre partout notre transformation préalable pour être à même d'accueillir dans chaque département tous ceux qui veulent militer avec la Ligue sur l'engagement de notre congrès, avec notre nouvelle ambition. Qui ne comprend aussi le rôle indispensable du Cercle Condorcet, à la fois pour sa dynamique propre, ses réflexions et productions, et comme lieu de ressource et partenaire prioritaire pour le projet fédéral.

Autour du rôle premier d'impulsion et d'appui à la mise en œuvre du projet " Ligue " il nous faut actualiser toutes les formes de relations avec les associations, les individus, les organisations, les institutions et les pouvoirs publics, car nul ne croit que la Ligue seule arrive à mener à bien l'ambition proclamée. Nous actualiserons dans l'année notre système d'affiliation :

- pour matérialiser l'adhésion des groupements dont tous les sociétaires partagent notre ambition,
 - pour matérialiser l'association des organismes participant à une partie de nos activités.
 - pour matérialiser l'adhésion de personnes voulant appuyer notre projet.
- Autant de conditions indispensables pour une confédération vivante et dynamique. Nous améliorerons en permanence nos coopérations interassociatives. Nous approfondirons nos partenariats avec les services publics et les collectivités territoriales. Mais il nous faut faire plus pour faire vivre le mouvement que nous voulons être.

C) Construire le réseau des "ligueurs" pour faire vivre plus fortement la Ligue dans la confédération et au-delà.

Ceux qui agissent localement avec la Ligue ont du mal à se définir. Le mot bénévole qu'ils citent à 61 % pour se caractériser leur paraît trop faible, le mot militant qui n'est cité qu'à 22 % leur paraît relever d'autres terrains d'interventions. Ce qu'ils veulent, et ils l'affirment, c'est conjuguer action et

réflexion autour d'un idéal commun. Notre priorité donnée à l'action locale ne signifie par une volonté de laisser ces acteurs engagés sur les problèmes spécifiques de territoires qui s'ignorent, avec de simples échanges dans le cadre départemental comme le souligne le sondage CSA.

Il faut leur permettre d'élargir leur curiosité à d'autres réalités, à d'autres expériences. Ils doivent pouvoir participer, apporter contributions et questionnements à un mouvement national de " bénévoles militants ", un mouvement de ligueurs, dont l'appui en retour rendra leur action plus efficace.

Construisons de meilleures possibilités pour les aider à travailler en réseau. Cela concerne bien sûr les responsables associatifs de la confédération qui ont approuvé notre engagement et qui veulent s'y impliquer plus avant, mais aussi les acteurs d'institutions, les professionnels sociaux ou culturels, les porteurs de projets, les personnes ressources qui veulent peser avec la Ligue sur les évolutions sociales, pour faire évoluer des idées, des représentations, des comportements, contribuer à des prises de conscience, des mobilisations sur des problèmes de société, innover développer des projets, accompagner et influencer des politiques publiques.

Il ne s'agit pas de définir administrativement on ne sait quels " super-adhérents ". Il s'agit de retrouver une dynamique de mouvement national qui fait vivre un réseau de " ligueurs ".

■ *Au niveau départemental*

Avec eux, il appartient aux fédérations d'améliorer les lieux et temps de rencontres dont nous avons parlé pour les échanges, l'élaboration de programmes, la formation et analyse de pratiques, car sans lieux ni temps de rencontres pour évaluer l'effet de nos interventions, se développe l'activisme où s'installe la routine des institutions.

Faire vivre une équipe départementale suppose de décroquer - nos secteurs d'activités sport, culture, vacances..., qui fonctionnent trop souvent comme autant de filières autonomes, intervenant sur les mêmes territoires parfois sans le savoir, pour l'organisation des activités d'associations spécialisées ou pour la gestion de dispositifs économiques, par ailleurs nécessaires.

Car ce qui constitue la préoccupation première d'une équipe départementale, c'est la mise en mouvement d'acteurs locaux face aux problèmes et conditions de vie des habitants, des enfants, des jeunes des familles. Les compétences particulières sont utiles si elles peuvent y participer d'une manière coordonnée, au service des habitants et du développement local. Elles sont indispensables pour analyser des politiques locales sur un territoire donné :

- agir pour " une autre idée du sport " luttant contre les inégalités et faisant une réalité de l'initiation de tous les enfants, de l'insertion des jeunes, des possibilités d'épanouissement des adultes, comme en débattent les universités sportives de l'Ufolep pour rompre le triangle infernal sélection, argent, médias,
- agir pour des politiques locales de vacances loisirs et de découverte articulant initiatives locales et compétences départementales autour d'une

volonté de projet et d'accessibilité à tous,

- agir pour une politique locale, non de consommation culturelle, mais de rencontres avec des œuvres, des créateurs,
- agir pour des initiatives et des projets de culture vivante sur les sujets au cœur de la condition humaine. L'art n'est pas en dehors de la vie mais au centre de la vie,
- agir pour une découverte des nouveaux moyens de communication, non seulement pour en maîtriser Ses usages, mais afin de comprendre les mutations qu'ils provoquent et la réelle utilité qu'ils représentent pour le citoyen.

Facilitons les rencontres, les échanges, les travaux en commun avec les habitants et au service de leurs projets, prenons l'habitude d'inviter la compétence.

Les assemblées générales de fédérations au-delà de la présentation du bilan de leur activité propre, doivent être l'occasion chaque année d'évaluer la progression de l'action locale dans le département.

Les équipes départementales de ligueurs ainsi constituées, doivent avoir le double souci :

- de suivre, d'impulser des initiatives "transversales" sur les "pays", bassins de vie, agglomérations, c'est-à-dire sur tous les lieux où des coopérations intercommunales se manifestent,
- mais aussi de s'associer dans le cadre régional, pour étudier et définir quel projet de la Ligue elles peuvent y appuyer en fonction des compétences de cette collectivité et des enjeux du développement du territoire. La mise en place d'équipes locales et régionales sera leur contribution à l'émergence d'un réseau de ligueurs.

■ *Au niveau national*

Le niveau national doit :

- faciliter la formation, la programmation l'aide aux initiatives des départements, l'échange d'expériences et la mutualisation de moyens, et définir une méthodologie pour l'analyse et l'évaluation de l'action locale,
- assurer la coordination pour le développement régional et l'ouverture de toutes nos actions à la dimension internationale.

La formation est aujourd'hui surtout axée sur les cadres départementaux et les salariés des services et des entreprises fédérales. Elle doit être amplifiée mais il faut prendre en compte, dans des formes vraisemblablement décentralisées, celle des équipes départementales, des élus départementaux, décideurs et garants du projet, et l'aide à celle des acteurs locaux.

Nos universités thématiques constituent un apport d'une grande richesse, mais il nous faudra sans doute y ajouter des journées d'études sur les questions culturelles, économiques et sociales d'actualité, pour permettre à nos équipes, à nos ligueurs, de pouvoir en débattre ou intervenir. Il nous faut élargir notre culture, non pour aborder toutes les questions de la société, mais

pour les examiner au regard des inégalités de conditions de vie, des inégalités de développement des territoires. Nous armerons mieux les ligueurs pour leur tâche d'éducation populaire dans la perspective d'une société plus solidaire. Donner à l'information sociale, une place comparable à celle donnée à l'information économique et que les deux soient accessibles, participe de l'éducation populaire.

Dans nos regroupements de secteurs d'activités, il nous faut :

- continuer à assurer le perfectionnement et la formation continue de responsables et de salariés de services fédéraux,
- développer la recherche, l'orientation de l'action, la formation pour les acteurs locaux.

Un plan pluriannuel permettra de répondre à cette double nécessité.

Les initiatives engagées dans le domaine de la solidarité et du développement territorial rendent nécessaire le recours à de nouveaux métiers dont les emplois-jeunes peuvent être une préfiguration. Les fédérations les plus impliquées demandent la mise en place d'une réflexion et d'une politique de formation. L'espace régional ou interdépartemental pourra souvent être pertinent pour la mise en œuvre de ces nouvelles propositions.

■ *S'organiser ensemble pour l'action commune*

Être efficace, c'est programmer l'action. Trop de sollicitations concernent des échéances annuelles sans que la préparation, la sensibilisation des acteurs locaux puissent être réellement prises en compte.

Le temps de la Ligue est un temps long, et ce, fondamentalement parce que la mise en mouvement volontaire des acteurs locaux (sauf pour des problèmes de réaction à l'actualité), doit laisser le temps à l'analyse, à l'appropriation, ainsi qu'à la construction d'outils et de démarches. Il faut faire moins, pour faire mieux et à temps !

Le niveau national doit programmer l'action pour se situer suffisamment en amont, en fonction des échéances et des priorités.

Chacun sait que le temps de l'éducation populaire n'est pas le temps du déroulement des campagnes électorales ou des grandes échéances (pas uniquement nationales d'ailleurs). C'est auparavant que doivent se faire l'information et la réflexion sur les enjeux, les priorités essentielles, pour un vrai travail de fond avant les échéances ou les campagnes elles-mêmes.

Notre politique éditoriale contribue à cette démarche. *Les Idées en mouvement* peuvent être un premier lien entre Ligueurs. Mais ceux-ci veulent mettre simultanément les idées et les actions en mouvement : ces dernières sont-elles suffisamment valorisées ?

Des suppléments documentaires thématiques sont publiés dans notre mensuel, ne pourrions-nous éditer des suppléments "dossiers aide-mémoire", guide méthodologique pour les acteurs locaux sur des sujets d'intérêt communs ? Des productions très nombreuses et remarquables voient le jour, fruits d'efforts exceptionnels. La diffusion reste insuffisamment assurée,

et leur utilisation reste faible au niveau local.

Les " ligueurs " ne sont pas des salariés qu'il suffirait de former, ce sont des volontaires qui s'engagent sur un projet personnel. Il faut trouver de nouvelles formes pour les appuyer dans leur action. Si nous avons une ambition d'éducation populaire nous nous devons d'en avoir aussi Sa démarche permanente.

Vulgariser ce n'est pas simplifier, déformer, c'est permettre de rendre accessible à tous les résultats des études et de la recherche. Il faut dépasser la situation actuelle, des éditions de qualité ponctuent le travail de groupes nationaux, la mobilisation d'équipes départementales suscite des envies d'initiatives faute d'un travail approfondi de médiation, les actes restent au mieux dans les centres documentaires, les acteurs locaux, faute d'outils opératoires, restent impuissants sur leurs territoires. Il faut nous préparer en commun à cette intervention essentielle du mouvement : l'appropriation des connaissances, la préparation de l'action collective.

Vouloir faire vivre un réseau Ligue, c'est assurer une liaison beaucoup plus rapide et diversifiée entre les membres, où chacun peut aussi valoriser ses ressources et avoir directement accès à celles des autres. L'utilisation de nouvelles technologies comme la récente ouverture de Médialig, du réseau Internet de la Ligue, élargit les possibilités. Il nous faut travailler autrement. Construire le réseau des " ligueurs " suppose leur participation à l'orientation du mouvement. Nous avons commencé à Nancy à élargir les délégations, nous en avons ressenti la difficulté, il faut continuer. Serait-il possible, comme le proposent certains de réfléchir à des Assises nationales des acteurs locaux tous les 6 ans et à des Assises régionales intermédiaires ?

Nous voulons inviter à militer avec la Ligue, non comme une fin en soi, mais pour agir sur notre société. Soyons attentifs à cette interpellation d'un jeune bénévole militant : "on ne peut pas peser à la Ligue, si l'on n'est pas ou ne veut pas être un professionnel du mouvement ! " .

Travailler autrement, c'est tout mettre en œuvre pour que, partout des ligueurs " bénévoles militants " puissent pleinement militer avec la Ligue, et en constituer la force principale !

■ *Un double engagement*

Cette indispensable transformation sera longue. Décidons pourtant qu'elle mobilise partout chaque année au moins 10 % du temps de nos interventions à tous les niveaux, dans tous les domaines de l'action de notre mouvement.

La Ligue (dans la confédération et au-delà), c'est la réunion de ceux qui veulent participer sans cesse à la vie, à "actualité de notre projet. Une fonction d'innovation, étude, recherche, développement, non pas centralisée au siège parisien ou dans les fédérations, mais vivante sur tous les territoires, à tous les niveaux du réseau. C'est la raison d'être et l'utilité d'un mouvement national.

L'ambition d'une éducation populaire de notre temps ne saurait dépendre

du seul volontariat des citoyens. Il s'agit d'un enjeu de société dont nous devons montrer et rappeler l'importance aux pouvoirs publics. Leur contribution ne peut se limiter au financement d'opérateurs sociaux sur les sujets d'urgence, au financement de sous-traitance de politiques publiques dans des dispositifs standardisés.

L'ambition d'une éducation populaire pour notre temps suppose d'amplifier une politique publique de la plus grande importance pour le fonctionnement de notre démocratie.

L'aide aux producteurs est reconnue légitime par les taxes parafiscales pour financer les chambres consulaires. La défense nécessaire des intérêts des salariés est reconnue par "aide légitime au fonctionnement des syndicats. Est reconnu tout aussi légitime le soutien aux organisations familiales et de consommateurs. Et chaque année, au lieu d'étudier des moyens non aléatoires pour donner une véritable ambition à l'éducation populaire, c'est au lent grignotage ou bien aux sérieuses amputations que nous devons faire face.

Le rôle de poil à gratter de l'éducation populaire peut déplaire, ce n'est que la juste part du risque démocratique ; mais, par contre, nous sommes sûrs que laisser poursuivre son affaiblissement, dans le contexte actuel, aurait de très lourdes conséquences ! Des mesures tangibles d'une autre volonté sont aujourd'hui indispensables !

D) Dégager en commun quelques priorités

Pour les années à venir, quelles sont les priorités que la Ligue propose à ceux qui veulent militer avec elle ?

Nous confirmons les axes de travail décidés aux derniers congrès en rappelant qu'ils se conjuguent dans une volonté commune.

Le préalable à notre réussite, nous l'avons dit, c'est la priorité à l'action locale :

- Agir avec et pour les habitants en travaillant avec ceux trop nombreux qui connaissent la fragilité économique et sociale.
- Agir avec et pour les habitants, non pour organiser ce qui correspond à notre norme de la réussite, mais pour les aider à être acteurs de leur devenir. Non pour une démarche de discrimination positive parce que ce n'est pas notre culture, et que toute discrimination même positive laisse des traces, mais pour une action prioritaire en vue du bien commun, en vue d'un développement économique, social et culturel partagé.

■ *Mettre en œuvre une conception laïque de la solidarité*

Nous avons précisé que pour nous, la solidarité est d'abord le fondement et une conception de notre action.

Certains réduisent la solidarité à une démarche caritative, ou la renvoient à la seule intervention d'un Etat-guichet, les deux paraissant être hors du champ d'un mouvement d'éducation. La solidarité ne peut se limiter à un ensemble de mesures sociales qui pourtant y participent ; elle dépasse la seule

notion d'aide ou d'assistance pouvant être unilatérale. Elle fonde et organise un ensemble d'obligations réciproques entre les membres d'un groupe ; elle est l'expression d'une interdépendance mutuelle. Elle lie les parties à un contrat, elle concrétise, la garantie de droits fondamentaux, au niveau national, dans des systèmes de protection sociale et au niveau international, elle légitime la coopération sur la base du codéveloppement. Elle ne se limite pas à une garantie de ressources : " Les hommes ne vivent pas que de pain, mais de liberté de dignité, de justice et de fraternité." Elle suppose pleine reconnaissance de la dignité de chacun.

Quel espace, quel rôle, pourrait avoir une Ligue indifférente aux inégalités des conditions de vie, aux mutations de l'emploi, aux évolutions de l'organisation des solidarités ? Il nous faut participer, contribuer à reconstruire l'exigence de solidarité et en actualiser les formes d'organisation. Il ne peut y avoir de citoyenneté sans solidarité.

■ *Faire vivre la citoyenneté et réhabiliter le politique*

Tout en luttant sans relâche contre la banalisation des idées d'extrême droite, nous aurons le double souci :

- de réhabiliter la politique comme moyen essentiel de définir les orientations et l'organisation de notre vie commune (ce que nous ne pourrions réussir sans un engagement de même importance de la part des hommes politiques par une pratique exigeante et adaptée à notre époque),
- de permettre à chacun d'utiliser ses droits et de remplir ses devoirs de citoyen. Mais il ne s'agit pas d'une démarche formelle : la religion civile, la passion républicaine a aussi connu le "désenchantement du monde". Comment comprendre, vivre la citoyenneté aujourd'hui ? Comment être actif, responsable aux différents niveaux de décisions de la vie publique ?

Au forum de la citoyenneté, Claude Julien concluait : "*Nous ne sommes pas de simples résidents d'un territoire... Nous ne sommes pas de simples électeurs. Nous sommes des citoyens... Mais c'est par des actions d'éveil, d'information, de formation, de mobilisation sur des grands problèmes que chacun de nous deviendra plus pleinement citoyen et rendra contagieux le goût d'assumer le devoir de solidarité. pour le service exigeant d'une conception de la République.*"

Il faut faire vivre une citoyenneté qui soit en prise sur tous les lieux de décision de territoires emboîtés, superposés, du local au global.

■ *Militer pour l'école, pour réaffirmer l'ambition commune qu'elle représente*

Hier, l'éducation se déclinait en école, péri école, post école et ses problèmes déclenchaient les passions de la société tout entière.

Aujourd'hui, parents et jeunes sont sollicités par des offres éducatives multiples : médias, marché parascolaire, éditions, CD-ROM, cours particuliers, etc. Une forte pression des intérêts économiques s'exerce pour la marchandisation de l'éducation, de la culture, de la formation.

L'OCDE a chiffré à mille milliards de dollars le montant des dépenses annuelles des États membres en faveur de l'enseignement.

Une grande offensive est engagée. Un regroupement des 47 plus importants dirigeants industriels européens s'y intéresse, en déplorant "une compréhension insuffisante de l'environnement économique, des affaires et de la notion de profit" de la part des enseignants ! Certains "consommateurs d'école" considèrent celle-ci comme un service banalisé, prestataire d'apprentissages ou de formation pour la réussite personnelle.

Enfin les inégalités des territoires et des conditions de vie des familles créent de nouvelles urgences auxquelles est confronté le système scolaire, sans parvenir à corriger ces inégalités d'une société malade. Telle est la nouvelle donne. L'éducation a un rôle central, essentiel dans notre société ; non seulement il est nécessaire de préciser sans cesse la tâche spécifique de l'école dans ce nouveau contexte, mais il nous faut réaffirmer l'ambition commune et la place fondamentale que nous lui avons donnée. La nation a confié à cette institution de la République le rôle d'assurer à chacun le droit à l'éducation, c'est un service public qui associe enfants, parents, élus, acteurs éducatifs à son action.

Pourquoi réaffirmer cette ambition commune ? parce que la dérive consumériste de la sélection, ouvertement revendiquée, s'accélère au détriment de l'égalité des chances. Qu'on en juge ! Hebdomadaire progressiste et journal du soir non moins progressiste rivalisent en direction du "consommateur d'école" : quatre colonnes à la une, dans le dernier cité : "Comment choisir son bac et son lycé(e) ?". L'article poursuit : "600 000 collégiens rentrent au lycée. Depuis 1984 et l'assouplissement de la carte scolaire, jamais le choix d'un établissement n'a été aussi libre en France. Mais cette possibilité n'est utilisée que (sic) par un quart des familles, celles des milieux plus aisés. Ces inégalités tiennent au manque d'information (resic) qui touche en premier lieu les familles d'employés et d'ouvriers. Pour y remédier nous avons fait le choix de l'exhaustivité en publiant l'intégralité des résultats et des indicateurs de performances".

Comme le dirait Bertrand Tavernier : *"Tu peux, après information, choisir d'habiter d'un côté ou de l'autre du périphérique, ce n'est qu'une question d'argent."*

Placer l'enfant au centre du système éducatif, ce n'est pas le mettre dans un labyrinthe où les meilleures voies sont empruntées grâce à une information plus précise, voire à un "délit d'initié", et où trop de jeunes et leurs familles se heurtent aux murs d'un système difficilement lisible. Nous ne reviendrons pas à des dispositifs autoritaires de carte scolaire, mais la mobilisation des acteurs de l'école, des dirigeants, élus, parents et militants de l'école doit permettre de construire un service public où les établissements reliés en réseau assurent une égale qualité et possibilités sur l'ensemble du territoire national : une éducation vraiment nationale !

Passer de l'école pour tous à l'école de tous, de la maternelle à l'université : l'école a réussi à faire face au défi de la "massification" scolaire.

Aujourd'hui, militer pour l'école, c'est l'aider à prendre toute sa part dans la lutte contre les inégalités, pour la réussite scolaire de chacun et la préparation à la citoyenneté de tous.

C'est pourquoi la Ligue, regroupement de citoyens pour l'éducation, moyen de cohésion sociale, de culture, de démocratie, pour qui la réussite scolaire est une préoccupation constante, veut agir plus fortement avec les acteurs du service public d'éducation. Celui-ci doit prendre toute sa part dans la lutte contre les inégalités, dans la préparation à la vie démocratique et la participation à la vie sociale et culturelle.

À tous les niveaux de scolarité, la Ligue apportera son concours aux efforts entrepris, soutiendra et facilitera toute initiative des jeunes dans la vie scolaire ou dans la cité.

Cet engagement concerne tout le système éducatif et particulièrement le collège et le lycée.

Il ne s'agit plus de simples activités complémentaires majoritairement du 1^{er} degré, mais il s'agit ici aussi, de retrouver pleine ambition des origines : une Ligue partenaire de l'école, pour passer des solutions de l'urgence à une volonté plus active de la cité scolaire ; pour mettre en œuvre une pleine coopération école, famille, cité, pour réaliser l'ambition du service public.

Trois autres priorités inspireront nos efforts :

- la compréhension, la maîtrise sociale, et l'analyse critique de toutes les nouvelles techniques et particulièrement de celles de l'information.
- Nous vivons toujours plus la diversité des cultures et des choix. Notre liberté ne s'arrête pas où commence celle des autres, elle commence avec celle des autres. Il faut rendre réel le dialogue des cultures et inventer un vivre ensemble.
- Nous devons enfin prendre en compte la dimension internationale dans l'ensemble des activités. Dans les années à venir la Ligue s'impliquera pour que "Europe devienne un véritable projet politique, économique, social et solidaire. Cela requiert la même attention que nous avons apportée au siècle dernier à la construction d'une république laïque démocratique et sociale. Pendant près de 30 ans, la consommation ou la difficulté d'y accéder a constitué l'essentiel du lien social. Le réveil est dur !

Les consommateurs d'école, de soins, de loisirs, de prestations, de sécurité, de culture concourent tous les jours au développement du marché comme forme unique d'organisation sociale. Une société d'individus consommateurs éclatée en archipels de riches, de nomades, d'inclus et de relégués est-elle encore une société ? Dans chaque consommateur, il faut réveiller le citoyen pour contribuer à construire un avenir solidaire. La reconstruction commune des services publics, les initiatives d'économie solidaire, les réalisations d'économie sociale sont des directions complémentaires pour participer au bien commun et à l'intérêt général dans une société d'économie plurielle.

E) Affirmer notre originalité pour rassembler

Sur ces priorités, sur cette ambition, nous voulons rassembler, en appeler à une action commune.

Il ne s'agit ni de recherche de leadership, ni de volonté d'hégémonie mais d'urgence démocratique et sociale. Il nous semble que notre choix de la laïcité permet d'y contribuer pleinement. La laïcité, principe constitutionnel en France, ajoute à l'égalité des droits d'une république démocratique, la garantie de la liberté de conscience, l'indépendance et la neutralité de l'État, ainsi que la pleine liberté des cultes. C'est notre bien commun, quel que soit notre engagement ou notre choix philosophique. Elle est dans l'action quotidienne de la Ligue, vigilance, exigences et démarche permanente. Parce qu'elle repose sur la liberté de conscience, de pensée, d'expression, elle exige un travail permanent d'esprit critique, refusant que la théorie devienne doctrine, la doctrine devienne dogme, combattant tout argument d'autorité. Elle invite à une volonté lucide d'information débarrassée de toute censure.

Dans la diversité et la pluralité des cultures, elle permet la rencontre et la confrontation d'idées qui contribuent à l'évolution des mentalités et au fonctionnement réel de notre démocratie. Par l'éthique du débat et la démarche qu'elle facilite, elle est une condition du vivre ensemble.

Au-delà de son histoire française, ses origines grecques posent l'exigence de la démocratie (*laikos* = tout le peuple, s'opposant au *cleros* = ceux qui savent), ce qui éclaire notre volonté de lutter contre tous les cléricatismes (religieux, financiers, de compétences imposées, de naissance ou de castes) voulant s'accaparer un pouvoir au détriment d'un choix démocratique éclairé et délibéré.

Valeur de civilisation, basée sur l'égalité de chacun, elle inspire toutes les luttes contre les discriminations et les exclusions.

En fonction de l'actualité ou de l'acuité de certaines Questions, nous avons été amenés à en souligner plus particulièrement certains aspects. Nous avons mené un travail afin de mieux cerner le pluralisme de notre propre culture.

Quand la culture de l'instantané génère une culture de l'oubli, quand les chantres de la mondialisation en développent une forme mercantile qui prétend à l'universel, quand par ailleurs le populisme agite le spectre de la perte "de l'identité française" qui contre toute réalité historique ne serait qu'une identité des descendants de français de souche, sur des valeurs honteusement défigurées dans d'unique proclamations chauvines et xénophobes, quand une visite religieuse réactive les tentations partisans de relecture de l'histoire "de la nation constituée autour d'un roi, d'une foi", par exigence laïque nous refusons les fausses réactions simplistes d'avoir tous de Fort de France à Papeete des ancêtres gaulois. Par démarche laïque, nous engageons avec de nombreux intervenants une réflexion argumentée sur la diversité de nos origines. " Aux sources de la culture française " est le titre de la publication de ce travail.

Aujourd'hui, prenant en compte les conséquences des migrations, l'élargissement des diversités culturelles et religieuses sur notre sol, refusant diabolisation et amalgame, nous engageons une démarche qui permet d'ouvrir le débat " laïcité et Islam " avec la deuxième religion de France, afin qu'elle soit considérée comme une religion comme une autre sur le sol français dès lors qu'elle respecte nos principes constitutionnels. Il en va du droit d'une culture à exister et à être reconnue, ainsi que de la nécessaire laïcité des institutions. Il en va de l'égalité de tous les citoyens, de la vie harmonieuse des quartiers, de la paix civile.

Mais en aucun cas ces attentions momentanées ou durables, ne font disparaître les autres exigences.

La reconnaissance de la diversité culturelle n'exclut pas l'exigence d'esprit critique et la lutte contre les idées niant la dignité humaine.

La reconnaissance par nous des religions, de leur droit à l'expression dans l'espace public, comme pour toute autre forme de culture, n'exclut aucune vigilance, ni aucun combat si l'une ou l'autre tente de faire adopter des législations favorables ou des dispositions basées sur des choix qu'elles peuvent demander à leurs ressortissants, mais jamais imposer à l'ensemble des citoyens. Il n'y a pas opposition entre la lutte menée pour l'émancipation de chacun contre l'obscurantisme des idéologies, et la nécessaire priorité que nous donnons, au nom de la même exigence d'égalité de dignité, à la justice sociale, pour une pleine reconnaissance des exclus de notre société et la lutte pour les conditions de leur resocialisation.

Conjuguer en permanence le caractère démocratique, laïque et social de notre République, faire de l'éducation populaire une ambition, nous évite de limiter la laïcité à une seule exigence intellectuelle, à un consensus mou de tolérance sociale, ou à de simples procédures de gestion du pluralisme culturel et religieux dans la vie démocratique.

Pour nous, dans une société, une humanité, définitivement, irrémédiablement plurielles, la laïcité est à la fois une référence, des exigences, une démarche et une tension permanente qui garde l'avenir ouvert. Elle n'existe, comme la nation et la République, qu'à la condition de se chercher chaque jour.

F) Rendre visible notre ambition et redresser l'espoir

Nous nous étions donnés pour objectif de mieux préciser notre action, d'améliorer notre organisation, de rendre plus visible notre intervention. Rendre visible, c'est communiquer son projet. Communiquer, c'est parler d'abord aux autres, à l'opinion, pour les inviter à être acteurs de ce projet. Beaucoup souhaitent une présence de la Ligue dans les médias nationaux. Ceux-ci sont surtout centrés sur l'actualité ou l'événementiel. Notre type d'intervention n'étant ni l'urgence, ni le coup médiatique, il faut se faire une raison. Par ailleurs, n'étant pas, comme une organisation de consommateurs, une représentation des intérêts sociaux, aucune place institutionnelle nous est réservée. Il faut le savoir et en prendre acte.

Une cause particulière s'identifie facilement. Au contraire, un mouvement

d'initiative privée œuvrant inlassablement pour l'intérêt général (compromis difficile et sans cesse remis en question) manque de visibilité.

Communiquer est difficile pour un mouvement adossé à une organisation aussi complexe, dont il faudra avoir le courage de revisiter les sigles. Malgré le militantisme et l'histoire dont ils sont chargés, ces sigles évoquent-ils un projet actuel, parlant, pour les nouvelles générations ?

Par contre, parce que nous sommes sortis de l'époque où les médias n'étaient vécus que comme les adversaires de l'éducation populaire. ou comme de simples supports de communication, nous avons pu nouer des alliances, des partenariats positifs avec des journaux, des périodiques, des maisons d'édition, des chaînes de radio ou de télévision, démarche encore modeste, mais prometteuse. Communiquer pour un mouvement d'éducation populaire, c'est à la fois produire des analyses et des contributions sur les débats et les choix de société, et faire connaître son apport indispensable à la vie quotidienne de chacun, grâce à l'action locale. Sous la signature Ligue. rendons visible nos contributions, nos programmes, nos interventions et manifestations.

Mais dans l'ensemble de la Confédération, nous avons une culture de 132 ans d'éducation, 116 ans de laïcité scolaire, 70 ans de démocratisation des « loisirs », 12 ans de laïcité "valeur de civilisation", 6 ans de citoyenneté, et seulement 3 ans d'exigence sociale plus affirmée contre les inégalités et les exclusions. Il est temps de faire partout la synthèse de nos trois derniers congrès !

Les responsables locaux accordent une grande importance à "la défense des valeurs", et à chaque grande offensive où les valeurs républicaines sont mises à mal, les fédérations sont en effet un lieu de convergence, de regroupement. Mais la " défense de valeurs " si fortement évoquée dans le sondage CSA est le choix d'une position défensive. Sommes-nous condamnés à une "convivialité de croisière" et à une mobilisation en contre par vigilance républicaine ? "On ne mobilise pas sur des maux, mais sur des remèdes". Sommes-nous aussi capables "d'agir pour ", de proposer, de promouvoir des valeurs ?

Il nous faut coordonner nos efforts, en tenant compte de la pluralité de notre culture et de la diversité de nos engagements.

Une affirmation militante plus forte est souhaitée au nom de l'histoire et du mouvement d'idées. L'organisation, en tous lieux, d'informations ou de débats sur les questions de société, y compris les plus passionnées, est rappelée comme notre apport essentiel, notamment celles qui sont au cœur des inégalités.

Un mouvement ne se fait qu'avec des membres qui ont un sentiment d'appartenance, parce qu'ils peuvent peser collectivement sur la société, par des campagnes sur des objectifs concrets. Pour tenir compte de la pluralité des engagements de ceux qui agissent avec la Ligue, de leur méfiance à l'égard du militantisme traditionnel, et de leur préférence donnée aux projets concrets, il faut entreprendre une nouvelle démarche pour sortir du débat piégé " Idées ou action ".

" L'action sur le terrain, les projets concrets donnent des résultats mesurables, mais ne s'attaquent pas aux causes des maux que l'on combat, l'action par les idées, de son côté tente d'éradiquer le mal en lui-même mais n'aboutit souvent qu'à accroître les convictions de ceux qui sont convaincus ". D'où la proposition d'une démarche " de petits pas dans la bonne direction ", qui a obtenu des résultats exemplaires.

Cette démarche nécessite un objectif précis et facile à comprendre, mobilisateur par les conséquences en jeu, et qui permet, s'il est atteint, une transformation réelle et profonde de la société.

Il appartiendra au groupe-programme de trouver des propositions fédératrices pour nos campagnes à venir. Aujourd'hui, les lieux où se décident les conditions de vie de nos concitoyens dépassent le seul cadre de l'État-Nation. Agir avec d'autres organisations est devenu indispensable.

Mais l'Éducation populaire et la laïcité ne sont pas a priori des éléments fédérateurs hors de l'hexagone. Des solutions existent pourtant. Refusons d'être enfermés dans " l'exception française " ou dans "la spécificité française" qui risquent de nous laisser isolés. Oublions l'arrogance du "modèle" français. Partons modestement, mais sans complexe de "notre originalité française ", de la part d'universel que nous avons su apporter à une déclaration du même nom. Regardons, hors de nos frontières, ceux qui s'engagent autour de l'égalité des droits, animés d'une volonté de solidarité et de citoyenneté.

Les Ligues de l'enseignement sont nos premiers partenaires dans les pays qui ont connu les problèmes religieux et culturels semblables aux nôtres et dans les pays de la francophonie. Comment pouvons-nous mieux travailler avec elles notamment, sur les problèmes qui concernent l'éducation, les inégalités, le multiculturalisme, la citoyenneté ?

Nous avons peu d'homologues qui interviennent comme nous à la fois à l'école et dans la Cité. Mais en Allemagne ou dans d'autres pays, sur l'impulsion de syndicalistes, sont nées des initiatives solidaires, avec les habitants dans la Cité, pour le mieux-être social ou pour développer des actions de coopération internationale. Ces organisations se donnent comme objectif la solidarité, issue de la communauté de citoyens libres et égaux, indépendamment de leur race, de leur religion ou de leurs origines.

Avec eux et avec d'autres, d'Espagne d'Autriche, de Belgique, de Suisse, de Norvège et de Grande-Bretagne nous apprenons à nous connaître, à travailler ensemble, dans un regroupement Solidar, dont nous sommes heureux d'accueillir ici les délégués.

Pourquoi ne pas finir notre année de la dignité par un acte symbolique, non pour évoquer un an 2000 qui n'a aucun sens pour les 2/3 de l'humanité, mais pour marquer, avec d'autres le 50^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme ? En France, faisons-le pour illustrer notre nouvelle ambition, faisons-le avec ceux de la marche contre le travail des enfants. Ces jeunes marcheurs des "pays les moins avancés", comme dit le socialement correct, déclarent en ce moment : " ne nous regardez pas, venez avec

nous ! ", " éducation, oui, oui, oui, exploitation, non, non, non ! ". Faisons-le avec ceux de Solidar, qui ont lancé la campagne "les droits du travailleur sont aussi les droits de l'homme", deux appels à civiliser la mondialisation, pour que dans les deux cas, l'Organisation mondiale du commerce prenne en considération les normes du Bureau International du Travail dans les échanges mondiaux.

Une manière de rappeler à cette occasion, qu'avant ou après l'an 2000, le seul vrai progrès est celui de l'égalité de dignité de chacun.

Une manière d'affirmer notre volonté de donner la même exigence à l'accès à l'éducation et à la culture, à la lutte contre les injustices et à la construction des solidarités, au fonctionnement réel de la démocratie.

Une manière d'entrevoir l'alliance des militants des droits fondamentaux, des militants de la solidarité, des militants de l'éducation.

Mais comment, dans le moment où nous vivons, avec sept millions de personnes exclues de la société, des enfants privés de repères et en proie à la violence, devant la montée des dangers, comment être optimiste et redire ce que nous affirmions à Clermont-Ferrand : il faut redresser l'espoir !

Souvenons-nous ! Nous avons parlé des conditions des débuts de la Ligue. Il y a 150 ans, une crise économique, après le "laisser faire, laisser passer", la révolution industrielle hoquette. Une crise politique : les possédants veulent perpétuer leurs privilèges : il faut payer 200 F d'impôts, pour pouvoir être électeur.

Souvenons-nous de la crise sociale, de l'insupportable misère, des conditions de travail et de vie et des enfants. Souvenons-nous : "Les inégalités sont une loi naturelle, il faut se résigner : la terre est une vallée de larmes, mais le ciel récompensera les pauvres et ceux qui souffrent. Souvenons-nous des oppositions au développement de l'école : "l'école est un commencement d'aisance et l'aisance n'est pas réservée à tous". C'était il y a à peine 150 ans.

Qui aurait misé sur l'avenir ? Redresser l'espoir, c'est ce qu'ont fait des dizaines et des dizaines d'années durant des militants, des citoyens, des résistants, pour que, par la volonté des hommes, dans une république démocratique sociale, les évolutions économiques puissent être civilisées et le marché régulé dans le cadre de l'État-Nation.

Aujourd'hui, en France, la situation pourtant intolérable n'a pas le même degré de gravité. Nous avons toutefois rendez-vous avec des problèmes que la jouissance des délices des " Trentes Glorieuses " et le manque de courage des hommes politiques ont mis sur notre chemin. Mais faute d'un projet fort pour le bien commun qui avait guidé et fait se mobiliser ceux de 1848, réapparaissent les déclarations de l'égoïsme et des nantis, qui rappellent du déjà - entendu : le pouvoir des possédants (entreprises, banques, pays les plus riches) est dans l'ordre des choses.

" Il faut empêcher les États de fixer des normes autres que minimales pour l'éducation et la protection sociale " (séminaire de Davos). L'aisance ne doit vraiment pas être réservée à tous ! Même appel à la résignation et à la sacralisation de l'état actuel des inégalités " l'intervention des politiques ne peut

que perturber les règles naturelles marchés et compromettre la prospérité ". Sommes-nous devant des problèmes nouveaux ou devant les mêmes problèmes fondamentaux qui ont changé d'échelle et de conditions techniques, et pour lesquels il faut actualiser ou trouver d'autres moyens de régulation ? La Ligue n'a pas de projet de société, elle a des exigences pour la société. Elle pense qu'il est grand temps que notre pays débattre de son avenir et remette au cœur de son désir le bien commun et l'intérêt général. Il est grand temps de nous retrouver.

Refusons d'être, non pas le pays d'une population vieille, ce qui est déjà une donnée, mais un pays vieux, rentier, frileux, recroquevillé. Osons, avec notre héritage affronter les mutations de la société, imaginer, créer. Coopérer avec d'autres pour un autre monde possible, ce n'est pas perdre sa souveraineté, c'est trouver des niveaux plus efficaces pour peser au nom de la solidarité sur les interdépendances de ce monde.

Condorcet a depuis longtemps défini des finalités pour notre idéal.

" *Nos espérances sur les destinées futures de l'espèce humaine peuvent se réduire à ces trois questions :*

- *la destruction de l'inégalité entre les nations,*
- *le progrès de l'égalité dans un même peuple,*
- *le perfectionnement réel et continu de l'homme. "*

Nous voulons parier sur la culture et la générosité des hommes. En appeler à l'intelligence, celle qui s'affranchit de l'espace, du temps, qui bouleverse la matière, le vivant. L'inviter à refuser les pièges de la sous-traitance des pouvoirs, de l'argent, de l'illusoire renommée des médias. L'inviter à être généreuse, en s'associant dans le but de créer de l'intelligence collective pour le quotidien et l'avenir de 4 milliards de terriens sur une planète finie, sans chape de secours.

L'éducation populaire est le ferment d'une société libre, juste et fraternelle, qui invite à la rencontre des hommes et des femmes, qui les invite à s'associer. Tous différents, tous égaux, il faut apprendre à vivre ensemble. Tous différents, tous égaux, il faut comprendre cette société et débattre des affaires communes.

Tous différents, tous égaux, il faut inventer un présent et un avenir solidaires. Tous différents, tous égaux, il faut coopérer pour un autre monde possible. Certains trouveront démesurés les problèmes évoqués et nos moyens d'intervention de fournis de la culture et l'éducation.

Ariane Mnouchkine, lors de la présentation de son spectacle *L'Éveil*, dont le nom est à lui seul tout un programme : dit en substance : " *L'histoire n'existe pas en dehors de nous, nos vies se situent à chaque instant à une période historique : soit on décide, dès l'enfance (...) de participer à l'histoire, soit on décide que l'histoire se fait sans nous, on met la tête dans un trou noir et on ne bouge pas. On peut être une fourmi sans histoires, on peut aussi être une fourmi historique. "*

Comment mieux dire pourquoi et comment militer avec la Ligue, et avec les 1 00 000 de ligueurs que nous représentons, en être fiers.